

## **La Femme et l'Avenir de l'Afrique Subsaharienne (à Mes Soeurs et Frères)**

*Pillah Niali Armand-Privat*

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké)  
UFR : Communication, Milieu et Société  
Département de Philosophie, Côte-d'Ivoire

[Doi: 10.19044/esipreprint.1.2023.p394](https://doi.org/10.19044/esipreprint.1.2023.p394)

Approved: 19 January 2023  
Posted: 21 January 2023

Copyright 2023 Author(s)  
Under Creative Commons BY-NC-ND  
4.0 OPEN ACCESS

*Cite As:*

Pillah N.A. (2023). *La Femme et l'Avenir de l'Afrique Subsaharienne (à Mes Soeurs et Frères)*. ESI Preprints. <https://doi.org/10.19044/esipreprint.1.2023.p394>

### **Résumé**

Le passé de l'Afrique renferme des femmes d'exception. Mais leur nombre, aussi bien hier qu'aujourd'hui, est tellement insignifiant au regard de celui des hommes qu'il y a lieu de se demander comment remédier à cet avatar afin que la gente féminine actuelle progresse plus vite que les hommes et rattrape son retard vis-à-vis de ceux-ci. À ce sujet, il convient de faire comprendre à tous, comme le souligne Locke, que l'homme n'est pas plus intelligent et sage que la femme parce que ce n'est pas le sexe qui détermine le sort des êtres humains mais, entre autres, le milieu et les initiatives individuelles et collectives. L'instruction des femmes est impérative afin qu'elles rivalisent entre elles mais aussi avec les hommes dans tous les secteurs d'activités. Ce qui influencera l'augmentation des cadres africains et accélérera l'émergence de leur continent. Cet important changement ne rimera nullement avec l'abandon des travaux champêtres, la vente au marché, les tâches ménagères, etc., par les personnes du sexe féminin mais leur modernisation car l'absence de celles-ci de ces différents travaux signifiera la chute de l'État, sa paupérisation et celle des gouvernés. Ce risque démontre que les femmes ont du prix aux yeux de la démocratie et du développement. L'Avenir de l'Afrique dépendra donc aussi bien de ses fils que de ses filles mais surtout de la place et du rôle révolutionnaires de celles-ci dans son organisation théorique et pratique.

**Mots-clés:** Femme, homme, instruction, émancipation, travail, développement, émergence, égalité, avenir

---

## **Women and the Future of Sub-Saharan Africa (To My Sisters and Brothers)**

*Pillah Niali Armand-Privat*

Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké)

UFR : Communication, Milieu et Société

Département de Philosophie, Côte-d'Ivoire

---

### **Abstract**

Africa's past is home to exceptional women. But their number, as well yesterday as today, is so insignificant with regard to that of the men that it is necessary to wonder how to remedy this avatar so that the current female gente progresses faster than the men and catches up its delay vis-à-vis them. On this subject it is important to make everyone understand, as Locke emphasizes, that a man is not smarter and wiser than a woman because it is not sex that determines the fate of human beings but, among others, the environment and individual and collective initiatives. The education of women is imperative so that they compete with each other but also with men in all sectors of activity. This will boost the increase of African executives and accelerate the emergence of their continent. This important change will in no way rhyme with the abandonment of farm work, sale at the market, household chores, etc., by women, but their modernization because the absence of these work will mean the fall of the state, its pauperization and that of the governed. This risk shows that women are valued in the eyes of democracy and development. The future of Africa will therefore depend as much on its sons as on its daughters, but above all on the revolutionary place and role of the latter in its theoretical and practical organization.

---

**Keywords:** Woman, man, education, emancipation, work, development, emergence, equality, future.

---

### **Introduction**

Quand les cultures anciennes parlaient de l'Homme, elles faisaient plus allusion à l'homme, c'est-à-dire au mâle, qu'à la femme, c'est-à-dire à la femelle. Ce qui fait que, par exemple, le discours philosophique n'était pas seulement considéré comme une affaire d'êtres humains de sexe masculin mais aussi comme un *logos* dont le contenu était essentiellement consacré à ceux-ci. C'est ainsi que, entre autres questions, celles relatives au savoir, au

pouvoir, au droit, à l'égalité, à l'héritage s'adressaient moins aux femmes et aux mineurs (garçon et fille) qu'à eux.

Mais depuis quelques temps, des voix dissidentes s'élèvent contre cette conception de l'Homme parce qu'elles la jugent discriminatoire, en déphasage avec la vérité, la loi naturelle : elles revendiquent que les droits et la dignité accordés aux mâles adultes le soient aussi à tous les autres êtres humains, en l'occurrence aux femmes et aux enfants (femelle et mâle). Exprimé autrement, elles n'acceptent plus que le vocable Homme soit employé pour désigner aussi bien les mâles adultes que les femelles adultes et les mineurs des deux sexes ; d'où leur préférence pour l'expression « droits humains » à celle de « droits de l'homme » (F. Kaudjhis-Offoumou, 2011, p. 47-49). Dans notre texte, nous utilisons indifféremment les deux groupes de mots : dans le fond, ils renvoient aux mêmes idées. Les femmes vont même plus loin en parlant des droits de la femme et des droits de l'enfant pour mettre en exergue la différence entre les êtres humains et singulièrement l'énorme fossé injuste qu'il y a entre les hommes et les autres (les femmes et les enfants), mais aussi pour encourager l'humanité à redoubler d'effort en vue de combler le plus rapidement possible cet abîme. C'est dans le cadre de ce rattrapage que l'Afrique nous a, ces temps-ci, invité à un banquet philosophique réfléchissant sur la femme africaine ou plutôt sur la gente féminine résidant dans sa partie subsaharienne. À ce propos, nous soutenons que l'Afrique au sud du Sahara et la femme connaîtront un futur heureux ou triste en fonction des bonnes ou des mauvaises relations existant entre celles-ci car elles forment une symbiose et partagent donc un commun destin. La fondation de l'émancipation de la gente féminine dans cette partie du monde est sa rupture d'avec ce que sa tradition contient de chosifiant à son égard. Mais dire non à un certain aspect du passé ne suffit guère pour garantir son épanouissement qui passe également par une école sécurisée contre le terrorisme, performante et créatrice d'emplois pour la jeunesse et principalement pour les filles.

Les femmes et les hommes qui défendent la cause de la gente féminine, à force de revendiquer son droit à la liberté, à l'instruction, aux pouvoirs politiques, économiques, *etc.*, commencent à récolter les premiers fruits de leurs luttes : les femmes sont de plus en plus scolarisées et cultivées, leur nombre ne cesse de croître dans l'élite de leurs pays et certaines d'entre elles sont présidentes de la république, enseignantes-chercheuses, entrepreneures, *etc.* Ces encourageants résultats permettent d'entrevoir le futur avec optimisme car les femmes, à travers leurs œuvres, démontrent élégamment qu'elles ne sont pas nulles mais aussi compétentes que les hommes. Il va sans dire que l'avenir de l'Afrique, qui est notamment celui de la femme, ne se fera pas sans le concours indispensable de celle-ci dans toutes ses composantes.

Que faire alors pour que l'Afrique subsaharienne et la femme qui y habite vivent en osmose et heureuses dans leur nouvelle histoire vers le futur ? Cette question centrale fait irrésistiblement appel, dans notre présente réflexion, à deux interrogations dont la résolution reviendra à la sienne : est-il possible d'envisager un avenir féminin subsaharien sans le renoncement à une partie caduque de l'Afrique à l'image des rennes et des baobabs qui perdent périodiquement leurs cornes et feuillages ? La scolarisation des filles, en dépit des mille-et-un dangers qui les guettent en Afrique noire, n'est-elle pas le prix à payer pour sauver ce beau continent, ses filles et fils ? Les méthodes socio-historique, critique et démonstrative nous serviront de guides dans notre analyse de la capacité de la femme à se libérer de sa cage et à s'envoler haut dans le ciel, comme l'aigle, afin d'imprimer à l'Afrique un nouveau visage. Notre objectif n'est aucunement de faire de la femme le nouveau leader du monde qui privera l'homme de ses droits, mais de souligner que le bonheur est tellement immense que même si tous les êtres humains en jouissaient pleinement ceci ne lèserait personne dans ses droits et sa dignité.

### **1- Rompre avec le passé aliénant**

Les femmes africaines, avec «leurs nombreux talents et leurs dons irremplaçables» (Benoît XVI, Pape émérite, 2011, p. 72) ont une contribution inestimable dans le bien-être de la famille et l'essor de la société. Nonobstant cela, elles n'occupent nullement les places qu'elles méritent parce qu'elles sont victimes d'une ingratitude notoire, c'est-à-dire d'une discrimination injustifiée dans la hiérarchie des valeurs qui ne leur accorde que des strapontins. Ce constat est vrai aussi bien dans l'histoire passée qu'actuelle de l'Afrique subsaharienne. N. G. Kodjo et N. R. Koffi semblent contredire nos propos.

Ils soutiennent que, chez les N'zima d'hier et d'aujourd'hui, le pouvoir véritable appartient à la femme qui est, par ailleurs, la gardienne du trône royal. Cette position privilégiée lui revient parce que, selon eux, que ce soit par le mode primogéniture ou par le mode de désignation populaire, le mode de transmission du pouvoir parmi les ayants-droits à la couronne s'opère en lignée matrilinéaire. Ce qui lui vaut ces paroles : «La femme est comparable à un bananier, même abattu, il continue grâce à ses bourgeons de grandir et de produire. Par contre, l'homme est semblable à une tige de maïs. Elle meurt après la récolte de l'épi, dit la sagesse N'zima». (N. G. Kodjo et N. R. Koffi, 2016, p. 455). Ce beau qualificatif est un vibrant hommage à l'endroit des personnes du sexe féminin mais aussi une marque de flatterie à leur égard parce que, dans la réalité, c'est l'homme qui siège sur le trône royal. En outre, ses notables sont majoritairement des personnes du sexe masculin et, généralement, il en est de même des chefs de famille.

Les N'zima sont libres de conserver le système de désignation de leur tête couronnée car ceci fait partie de leurs droit, fierté et identité : la sauvegarde de leur tradition constitue une bibliothèque ou un musée à ciel ouvert que peuvent consulter ou fréquenter les générations présentes et à venir, les historiens et autres investigateurs, les touristes et bien de curieux. Grand-Bassam, le fief des N'zima et première capitale ivoirienne, à cause de son attachement à ses *us* et coutumes et à ses importants constructions et monuments anciens (datant des périodes précoloniale et coloniale) est classée patrimoine mondiale de l'UNESCO.

Cet atout ne nous fait, cependant, pas perdre de vue que l'univers des N'zima ne se limite plus à leur territoire ante-colonial car ils appartiennent, désormais, à la Côte-d'Ivoire, à l'Afrique, au monde entier et des relations ou organisations nouvelles s'imposent à eux. C'est ainsi que la démocratie contemporaine recommande fortement à la gente féminine, au Sud du Sahara, la conquête de la puissance étatique, c'est-à-dire tant exécutive, législative que judiciaire. Elle l'invite également et de manière pressante à la course à l'hégémonie économique, scientifique, commerciale, *etc.* C'est dire que la répartition ancestrale des rôles ou des métiers selon les sexes<sup>1</sup>, qui lésait et continue d'aliéner les femmes africaines par rapport aux hommes, a perdu de sa superbe. En effet la justification antique de la domination de l'homme sur la femme fondée *a priori* sur une supériorité intellectuelle, psychologique et physique de celui-ci sur celle-là, supposée être à l'origine de la division du travail entre les deux sexes, est chancelante.

Ce bouleversement spectaculaire s'explique par le fait qu'il y a tellement à faire que les hommes ne peuvent, à eux seuls, subvenir aux exigences du moment et du futur, aux missions qui étaient, jadis, leur chasse gardée et aux nouvelles tâches qui se créent sans interruption. Cet effondrement du vieux monde trouve aussi son élucidation dans la démocratisation de l'école devenue asexuée (mixte), l'exploration critique et croissante de la force physique, intellectuelle et mentale de la femme qui révèle que les dotes du passé ne la connaissaient pas vraiment parce qu'ils

---

<sup>1</sup> GUILAINE Jean, « La Place de la femme », in *L'Histoire*, n° 368, octobre 2011, p. 50 : parlant de la répartition traditionnelle des travaux entre hommes et femmes, sans distinction des continents ni des races, Jean Guilaine écrit : «Les activités féminines comportaient [...] à la fois un volet "externe" (le champ) et un volet domestique contraignant. Si l'on y ajoute la garde et les soins nécessités par les enfants en bas âge, on voit à quel point leur programme de travail était lourd. [...]. L'éloignement des femmes des armes ou d'activités motivantes pourrait toutefois traduire un souci pour l'homme de maintenir une catégorisation des sexes lui assurant une forme de domination. Ce clivage est une construction culturelle. L'homme s'implique dans les relations à distance (alliances, échanges), dans la chasse ou la guerre ; il est à la fois dans le mouvement, la mobilité mais aussi dans des pratiques valorisantes qui peuvent lui valoir la reconnaissance ou la considération du groupe».

l'ont jugée, de bonne ou de mauvaise foi, à partir de préjugés défavorables. Ceci sous-entend qu'aujourd'hui ses chaînes de la servitude sont brisées, qu'elle a achevé sa phase de métamorphose dans sa nymphe et qu'il est l'heure qu'elle en sorte pour goûter aux délices du monde extérieur et les partager « également », « équitablement » avec les hommes.

Nous ne soutenons point que dans l'Afrique précoloniale les femmes étaient dans l'enfer, sans droit et sans dignité et ne nions aucunement non plus l'existence réelle de changements positifs dans le statut des femmes, de l'Afrique précoloniale à nos jours : nous mettons tout simplement l'accent sur le fait que les hommes ont plus progressé que celles-ci et qu'elles n'ont jamais cessé d'être considérées, par rapport à ceux-ci, comme des êtres humains de seconde zone<sup>2</sup> par une bonne frange d'elles-mêmes et la quasi-totalité du reste de la société (dans le système matriarcal comme dans le système patriarcal). On pourrait nous demander de désigner un seul continent voire un seul pays où les personnes du sexe féminin et celles du sexe masculin sont sur un pied d'égalité parfaite.

Nous sommes conscient qu'il n'y en a pas car partout la gente féminine lutte pour son émancipation en vue d'être, non seulement en théorie mais aussi dans les faits, l'« égale » de l'homme. Par exemple, dans les pays dits développés (occidentaux ou pas), un garçon qui a un même diplôme qu'une fille a plus de chance d'être embauché qu'elle et est notamment moins exposé qu'elle à entamer sa vie de travailleur par un emploi précaire. Même si les deux sont recrutés ensemble par la fonction publique ou par une entreprise privée commune et occupent un poste identique dans leur lieu de service, non seulement le salaire de l'homme est plus élevé que celui de la femme mais son pourcentage d'accéder aux meilleures fonctions au cours de leurs carrières professionnelles est amplement au-dessus de celui de la femme. La personne du sexe féminin a également davantage de risques de terminer son existence pauvre que celle du sexe masculin<sup>3</sup>. Les problèmes sus mentionnés ne sont nullement spécifiques aux nations nanties en ce sens qu'ils se rencontrent aussi et surtout dans les pays pauvres et, selon les

---

<sup>2</sup> BENOÎT XVI (Pape émérite), 2011, *L'engagement de l'Afrique (Africae munus)*, Abidjan, Éditions Paulines, p. 72-73 : Benoît XVI, à propos de son expérience relative à la gente féminine africaine écrit : «S'il est indéniable que des progrès ont été accomplis pour favoriser l'épanouissement et l'éducation de la femme dans certains pays africains, il reste cependant que, dans l'ensemble, sa dignité, ses droits ainsi que son apport essentiel à la famille et à la société ne sont pas pleinement reconnus ni appréciés. Ainsi la promotion des jeunes filles et des femmes est-elle souvent moins favorisée que celle des garçons et des hommes».

<sup>3</sup> BLANQUAIRE Jean et ZÉAU Pierre, «Les Inégalités hommes-femmes dans le monde», in [lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/2019/03/08/29001-20190308ARTFIG00019-les-inegalites-femmes-hommes-dans-le-monde.php](http://lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/2019/03/08/29001-20190308ARTFIG00019-les-inegalites-femmes-hommes-dans-le-monde.php). Texte publié le 08-03-19 à 06h01, mis à jour le 08-03-19 à 10h14. Site consulté le 16-05-21 à 17h01.

prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) que rapportent Jean Blanquaire et Pierre Zéau, «Au rythme actuel, il faudra un siècle pour obtenir la parité» (J. Blanquaire et P. Zéau, 2019) dans le monde. Peut-être qu'il faudra attendre plus longtemps, à cause de la pandémie de la Covid-19 et de la crise énergétique née de la guerre injuste de la Russie contre l'Ukraine qui bouleversent toutes les planifications nationales, régionales et mondiales.

Cette réelle et triste révélation est un appel à dire non à cette prévision et donc à redoubler de courage et d'effort dans la promotion de la femme, afin qu'elle entre rapidement, et non dans au moins un centenaire, en possession de tous ses droits et de sa dignité. Ce cri d'alarme sur le calvaire de la femme a également pour objectif d'inciter les femmes à ne pas revendiquer leur dû en rangs dispersés mais à se fréquenter régulièrement, directement ou indirectement, à échanger le maximum possible leurs expériences à partir de discussions franches et très bien argumentées. Ceci permettra d'améliorer leurs stratégies théoriques et pratiques conduisant au but poursuivi. Mais la parité ne peut réellement être atteinte sans une solidarité effective des hommes à la lutte de la gente féminine. C'est la raison pour laquelle le combat pour le salut de la femme est une affaire de l'humanité et non une question purement féminine et le combat qui nous intéresse à cet instant précis est celui que les Africaines et les Africains ainsi que leurs frères et sœurs des autres régions du monde mènent en vue du salut de la femme africaine subsaharienne. La volonté de la transfiguration de celle-ci présuppose la mise en place d'une structure la rendant possible<sup>4</sup>. Identifier les obstacles qui entravent sa marche triomphale vers le bonheur fait partie de celle-ci. Ceci explique notre réflexion sur l'école et le terrorisme.

## 2- École et terrorisme

Alors qu'à notre époque la guerre classique, c'est-à-dire le conflit armé (international) engageant au moins deux États antagonistes, tend à disparaître, le terrorisme, qui était moins fréquent dans les époques antérieures, devient récurrent, singulièrement dans les pays pauvres dont ceux situés au Sud du Sahara et participe, à un niveau très élevé, à la réification de la femme. C'est ainsi que la lutte contre le fanatisme religieux

---

<sup>4</sup> BENOÎT XVI (Pape émérite), *Op. cit.*, p. 73 : Benoît XVI, soucieux du bonheur humain dans son ensemble, propose des solutions pour résoudre la crise du statut de la femme africaine, en général, et celle de la femme subsaharienne, en particulier : «Créer pour elle un espace de prise de parole et d'expression de ses talents par des initiatives qui affermissent sa valeur, son estime de soi et sa spécificité, lui permettrait alors d'occuper dans la société une place égale à celle de l'homme-sans confusion ni nivellement de la spécificité de chacun-, car ils sont tous les deux "image" du Créateur».



qui s'oppose avec une violence sans retenue tant physique, verbale que psychologique à l'instruction des filles dans les écoles de type occidental et, par conséquent, au travail des femmes sous sa forme non traditionnelle, dite occidentale, fait partie des problèmes prioritaires à régler de façon durable.

Tout le monde se rappelle, par exemple, le tristement célèbre kidnapping de centaines de Nigérianes par les terroristes de Boko Haram qui a ému le monde entier et engendré la campagne internationale *Bring Back Our Girls* (Ramenez nos filles) :

L'enlèvement, le 14 avril 2014, de 276 lycéennes, pour la plupart chrétiennes, dans la ville de Chibok (État de Borno) a particulièrement attiré l'attention internationale sur le drame des femmes et des filles ciblées par Boko Haram et le sort que le mouvement islamiste leur réserve : mariage forcé et esclavage, viols, voire la mort. Pourtant, cet événement tragique et spectaculaire, n'est pas le premier enlèvement de femmes accompli par le mouvement islamiste (FIDH, 2015, p. 15)

et n'en est pas non plus le dernier. L'État nigérian et les autres pays où sévissent fréquemment les terroristes sont victimes de leur faiblesse : leur service de renseignements est, en matière de terrorisme, mal formé, sous-équipé en matériel et son personnel est en nombre insuffisant pour être efficace sur toute l'étendue du territoire national.

De leur côté, en plus de manquer d'une formation solide et d'un effectif assez étoffé pour faire mat au terrorisme, les policiers, gendarmes, militaires et autres forces chargées de combattre l'éclosion ou l'expansion du terrorisme sont triplement déficitaires en équipements de combat (avions, hélicoptères, chars, camions, voitures, motos, drones, radars, *etc.*) : du point de vue de leur quantité que de leurs diversité et qualité. Le Nigéria et la plupart des États subsahariens sont, pour l'instant, quasi impuissants face à ces rebelles qui sont très bien informés, armés, entraînés, ont des complices parmi les populations civiles des localités qu'ils agressent et disposent d'engins de mobilité appropriés pour réussir leurs forfaits. Ils sont donc, en termes d'efficacité, largement au-dessus des gouvernants.

Cette supériorité leur permet de faire de la femme un jouet, une marchandise, une source sûre de revenus par les rançons que leur versent, certaines fois, les parents de leurs victimes, et, d'autres fois, les autorités politiques, des organisations non gouvernementales, *etc.*, en échange de leurs captives. Cette extorsion de fonds permet à Boko Haram, à bien d'autres groupes terroristes et bandits de s'enrichir, de mieux s'organiser et de devenir plus puissants. C'est la raison pour laquelle il projette que, à moyen ou long termes, les parents et les gouvernants renonceront d'envoyer les filles à l'école moderne de peur qu'ils ne les enlèvent.

Mais, céder à leur chantage, c'est se faire indirectement leur complice et compromettre dangereusement aussi bien l'avenir de ces innocentes que le



développement du pays car la place de la femme n'est pas forcément à la cuisine, au marché, au champ et est encore moins au bord de la route comme mendiante. En attendant que l'État et les gouvernés trouvent les solutions relatives à l'éradication du terrorisme, les filles sont condamnées à être courageuses en allant à l'école, au risque que certaines d'entre elles tombent, malheureusement, sous le joug des terroristes (peut-être que parmi elles figurent de futures Marie Curie<sup>5</sup> africaines).

Les autorités politiques africaines savent, contrairement aux rebelles, que l'émancipation des femmes suit un processus irréversible et que le futur de leur continent dépendra de l'état de «santé» du statut de celles-ci dans la société. Si elles se portent mal, il en sera de même pour l'Afrique et si, en revanche, elles se portent très bien ce sera notamment le cas pour ledit continent. C'est dire que «la vie des femmes compte». Ceci est tellement réel que la Côte-d'Ivoire reprend, après plusieurs dizaines d'années d'interruption, l'édification de nouveaux lycées d'excellence exclusivement dédiés aux jeunes filles. Effectivement en juin 2021, un accord de prêt de 15,700 milliards de francs cfa a été ratifié entre la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et la Côte-d'Ivoire et cette importante somme est destinée à la construction et à l'équipement de trois établissements publics de très haut standing comportant chacun un internat capable d'accueillir au moins 80% de l'effectif des classes<sup>6</sup>.

Chose remarquable, ce pays a déjà planifié la création prochaine de neuf autres écoles de ce genre pour d'autres régions de son territoire afin de décentraliser l'école et de stimuler, partout, l'engouement des filles pour le savoir et l'espoir en leur future élévation sociale. Cette politique résoudra les problèmes de nourriture, d'hébergement, de transport, de conditions d'études des élèves, réduira également le taux de grossesses précoces, de réussites ou d'échecs entre garçons et filles, enfants de riches et enfants de pauvres, entre établissements privés huppés et établissements publics. Elle les éloignera aussi de l'école buissonnière, de la prostitution et de l'abandon prématuré

---

<sup>5</sup> CASANOVA Nicole, 1992, « Marie Curie, 1867-1934 », in KERNER Charlotte et CASANOVA Nicole, *Des Femmes prix Nobel*, Paris, Des Femmes, p. 16, 20, 22-23 : selon N. Casanova, Marie Curie a été la première femme prix Nobel. Elle a remporté le prix Nobel de physique, cumulativement avec Henri Becquerel et son époux, Pierre Curie, en 1903. Elle a été nommée professeur titulaire à la Sorbonne, au poste qu'occupait son défunt mari, et est devenue ainsi la première femme à occuper une chaire dans la prestigieuse université. Huit ans après son premier sacre, elle a été lauréate du prix Nobel de chimie. Quelques années après son décès, Irène Joliot-Curie, l'aînée de sa progéniture, s'est vue décerner aussi un prix Nobel.

<sup>6</sup> AKON, «Côte d'Ivoire / Scolarisation des filles : le gouvernement va construire 3 lycées d'excellence pour filles !», in *fr-x /actualite/afrique/cote-d-ivoire-scolarisation-des-filles-legouvernement-va-construire-3-lycees-d-excellence-pour-filles/ar-AAKULU ?ocid=FB\_paid\_article&fbclid=IwAR09U2dX*. Site consulté le 20-07-21 à 20h07.

des études. En gros, elle dissipera nombre de difficultés rencontrées par la gente féminine.

D'un point de vue scolaire, la gravité de l'impact de l'extrémisme religieux sur la paix et l'épanouissement des États ne se limite nullement à l'enlèvement des filles parce que les terroristes tentent également d'empêcher celles-ci de fréquenter leurs écoles en s'attaquant physiquement aux personnels enseignants, aux apprenants et à leurs lieux d'études. Par exemple, au Burkina Faso, des écoles assurant l'instruction de filles et de garçons ont été détruites par des islamistes incultes qui ont fait allégeance à Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et à l'État islamique (EI). Leur haine féroce à l'égard de l'éducation héritée de l'ex-colon français et de la démocratie les a amenés, en 2017 (et bien au-delà de cette date), à commettre délibérément de graves violations des droits de l'homme : détruire des écoles, détenir de force des enseignants et des administrateurs d'établissements, les battre, saccager leurs biens et les spolier, les exécuter et même menacer ou tuer des élèves, terroriser les parents d'élèves<sup>7</sup>.

Par la fermeture des écoles, les terroristes visent la crétinisation des personnes en âge d'aller à l'école et surtout la soumission aveugle de celles-ci dans les zones qu'ils contrôlent. Mais garder les établissements scolaires clos, c'est comme si on fermait les usines, arrêtaient les travaux champêtres, supprimait le commerce, mettait fin au transport : c'est entraîner la déchéance certaine de l'Afrique et, par conséquent, l'amplification de l'écart entre elle et les nations opulentes. C'est pour éviter cette catastrophe que les pays africains, en plus de chercher individuellement les solutions à leurs propres problèmes, se concertent et forment un front uni, parfois avec l'appui de pays non africains, contre leur ennemi commun : le terrorisme. C'est ainsi que pendant que les semeurs de terreur manœuvrent pour la fermeture des classes et l'expansion de leur influence en Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest, la Côte-d'Ivoire ouvre les portes d'une école toute spéciale afin de les épouvanter, de les maîtriser, de leur signifier, avec assurance, que leurs incessantes intimidations sont improductives car le chien aboie, la caravane passe. De quoi il s'agit ?

En juin 2021, ce pays a inauguré l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) dont la mission est l'accueil et la formation des

---

<sup>7</sup> A- HUMAN RIGHTS WATCH (HRW), «Burkina Faso : Des islamistes armés attaquent le secteur de l'éducation», in [hrw.org/fr/news/2020/05/26/burkina-faso-des-islamistes-armes-attaquent-le-secteur-de-l-education](http://hrw.org/fr/news/2020/05/26/burkina-faso-des-islamistes-armes-attaquent-le-secteur-de-l-education). Texte publié le 26-05-20 à 01h00. Site consulté le 19-08-21 à 13h07.

B- LARCHER (Laurent), «"Les Attaques djihadistes ont entraîné la fermeture de 216 écoles dans le nord du Burkina Faso"», in [la-croix.com/Monde/Afrique/attaques-djihadistes-entraîne-fermeture-216-ecoles-nord-burkina-faso-2018-06-01-1200943733](http://la-croix.com/Monde/Afrique/attaques-djihadistes-entraîne-fermeture-216-ecoles-nord-burkina-faso-2018-06-01-1200943733). Texte publié le 01-06-18 à 16h51. Site consulté le 19-08-21 12h28.

« policiers, militaires, gendarmes, magistrats ou encore douaniers et personnels des administrations pénitentiaires »<sup>8</sup>. Dans cette académie antiterroriste de 1100 hectares, des femmes et des hommes originaires du Sahel et des pays du Golfe de Guinée prennent part à des cours théoriques et pratiques, échangent leurs expériences et tissent des réseaux qui impacteront positivement et durablement la sortie de crise terroriste. Les Africains ont soif d'une multiplication des académies antiterroristes dans toutes les régions de leur continent, voire dans tous les États, afin de vivre dans la paix et d'entrevoir leur avenir avec plus de sérénité, d'optimisme et de ne point tenter une aventure, généralement clandestine, incertaine et chaotique, en Occident. L'AILCT nous rappelle, à sa manière, que l'école sauve, ressemble à l'eau qui est source de vie parce qu'aujourd'hui aucun nation n'est capable de subsister sans école.

Ceci est tellement vrai que B. B. Dadié (2017, p. 132) ne peut s'empêcher de mettre en vecteur la primauté de l'école par rapport à toutes les autres œuvres de l'État car, à ses yeux, celles-ci dépendent ou découlent en grande partie d'elle : « [...] la réalisation la plus profonde, la plus effective, celle qui bravera le temps et les fortunes, ce sera la construction d'écoles, ce sera le souci de répandre l'instruction, d'entretenir la mèche enflammée ». Il est donc indispensable que les portes des écoles de l'Afrique restent en permanence ouvertes pour tous ses enfants, principalement pour ses filles qui accusent un énorme retard à rattraper vis-à-vis de ses garçons, afin qu'elle marche résolument vers son indépendance réelle vis-à-vis des pays riches qui l'oppriment, l'exploitent sans remords.

Leur ouverture ne suffit, néanmoins, point pour répondre dynamiquement aux défis du continent parce qu'il y a du feu dans la demeure : nombre d'enseignants sont, aujourd'hui, recrutés moyennant de l'argent sale sous-couvert de l'organisation d'une mascarade de concours ou par affinité, alors qu'ils n'ont nullement le niveau requis pour dispenser, par exemple, des cours aux élèves de l'école primaire. La formation des formateurs dans des établissements spécialisés qui n'accueillent que de futurs enseignants méritants orientés par l'État ou admis à l'issue d'un concours transparent et juste rehaussera la qualité de l'enseignement, encouragera les filles à croire de plus en plus que l'école peut les sauver.

Le divorce des gouvernants d'avec la politique des matériels didactiques qui sont, généralement, en quantité dérisoire, vétustes, en dysharmonie avec les réalités de l'heure motivera également les élèves et les étudiants, singulièrement les filles, à aimer davantage l'école et fera d'eux

---

<sup>8</sup> AGENCE FRANCE PRESSE (AFP), « Une "académie" de lutte "antiterroriste" inaugurée en Côte-d'Ivoire », in [lepoint.fr/monde/une-academie-de-lutte-antiterroriste-inauguree-en-cote-d-ivoire-10-06-2021-2430482\\_24.php](http://lepoint.fr/monde/une-academie-de-lutte-antiterroriste-inauguree-en-cote-d-ivoire-10-06-2021-2430482_24.php). Article publié le 10-06-21 à 20h40. Site consulté le 24-06-21 à 10h00.

des travailleurs modèles qui assureront un avenir radieux à leurs patries et à leur continent. Il s'avère ainsi urgent que les autorités politiques africaines revoient à la hausse ou utilisent rationnellement leurs budgets alloués à l'enseignement afin de doter leurs structures éducatives publiques d'infrastructures de pointe adaptées à leur temps et aux attentes du développement durable. C'est à juste titre que B. B. Dadié (2017, p. 134) ne cesse de répéter : « Nous disons que si l'on veut, on peut faire plus, et il est temps que l'on veuille faire cet effort, il est temps qu'on fasse jouer à l'école son rôle qui est de semer la lumière ». Cette source d'éclairage est facteur de prospérité et de libération ; c'est pourquoi les Américains blancs, pour maintenir les Africains américains dans l'esclavage, les ténèbres et l'obéissance absolue, leur interdisaient d'apprendre à lire et tuaient, généralement, ceux d'entre eux qui violaient cette règle ou savaient réellement lire, quand ils en avaient la preuve.

L'école innovée permettra, nous en sommes sûr, aux pays africains de s'enrichir grâce à l'excellent rendement fourni par les travailleurs qu'elle formera et les incitera aussi à répartir équitablement les richesses et les fonctions entre hommes et femmes. Notre optimisme s'explique par le fait que les trésors engrangés par les nations développées, *via* leurs industries et autres moyens de productions de gains, ont positivement impacté l'accès de la femme aux emplois qui lui étaient étrangers, mieux révélé ses talents de travailleuse consciencieuse, efficace et contribué à son élévation. L'abondance de l'opulence a rendu les personnes du sexe masculin, vivant dans les pays développés, plus justes et tolérants face aux aspirations légitimes des femmes à un mieux-être, au partage de plus en plus équitable des fonctions entre elles et eux.

Les Africains subsahariens, à leur tour, accepteront de plus en plus la gente féminine dans les activités dites masculines lorsque les femmes et les hommes politiques ainsi que les cadres et autres personnes qui gèrent les bénéfiques produits par les planteurs, les mineurs, les ouvriers des usines, les autres travailleurs cesseront de détourner les deniers publics, d'être corrompus ou corrupteurs, d'investir au hasard de l'argent ici et là et seront aux postes qu'ils méritent (J. Berman, 2015, p. 111). La mort effective du franc cfa et de tout le système colonial qui l'accompagne sera notamment la bienvenue parce que cette monnaie asphyxie les économies des ex-colonies françaises d'Afrique qui l'utilisent officiellement. En effet l'argent de ces États volé chaque année par la France cessera d'enrichir injustement l'Hexagone, multipliera au moins par deux l'essor de ces pays francophones et les femmes en seront les grandes bénéficiaires parce qu'il y aura plus d'argent à partager aux populations et la féminisation des emplois s'accéléra. Néanmoins, une embellie économique des pays au Sud du Sahara ne suffira aucunement pour changer révolutionnairement la vie des femmes, car il leur

est nécessaire de faire une introspection afin de se redécouvrir ou de se découvrir, de revendiquer leur droit au bonheur au même titre que les hommes.

## Conclusion

Tout comme la femme au Sud du Sahara sait qu'il est impossible de faire des omelettes sans casser les œufs, elle n'ignore point non plus que l'adieu difficile et douloureux à un pan de son identité est le pont ou passage unique et irréversible qui la mène de son passé partiellement entaché d'illégitimité au printemps à venir de son existence. L'école est l'une des pierres servant à l'édification de ce printemps et de l'Afrique nouvelle. C'est la raison pour laquelle l'instruction des filles et des garçons doit être égalitaire et se faire dans le meilleur environnement possible. L'éducation à l'occidentale est salubre mais mérite également d'être africanisée, c'est-à-dire refaçonnée en tenant compte des réalités et vrais besoins de l'Afrique, de chaque pays et non d'être une pâle copie de l'école française, anglaise, allemande, étatsunienne *etc.* Il ne s'agit pas de reconduire la répartition archaïque du travail selon les sexes<sup>9</sup>, mais d'adapter les cours et les recherches aux défis africains. La femme est une grâce très spéciale pour la partie de l'Afrique située au Sud du Sahara parce qu'elle ressemble au sous-sol inexploité d'un pays riche en toute sorte de matières premières. Par rapport aux hommes, les vraies potentialités de la femme n'ont pas encore été mises en valeur et quand ce sera le cas, le miracle de l'Afrique subsaharienne sera plus spectaculaire que celui de la Corée du Sud, de l'Inde et de la Chine. C'est dire que la femme est l'avenir de cette zone du monde.

En attendant ce moment remarquons que, dans chaque pays subsaharien, les femmes représentent plus ou moins cinquante pour cent des populations et constituent donc une force non négligeable. Si elles le veulent bien, elles pourront devenir des faiseuses de chefs d'États, de premiers ministres, de chanceliers car elles représentent un poids lourd électoral. Si elles se concertent et s'entendent, elles pourront former un front uni pour élire à la tête de leurs nations respectives la candidate ou le candidat capable de prendre en compte leurs profondes aspirations et le développement assuré

---

<sup>9</sup> En Côte-d'Ivoire, certains postes ont été massivement féminisés dont celui de caissier. Ce qui fait que dans la majorité des cas, ce sont les femmes qui tiennent les caisses. La préférence de la gente féminine par rapport à l'homme s'explique par le fait que, pour le patronat et l'État patronat, elle est moins encline à détourner l'argent que celui-ci : son honore, celui de sa famille ainsi que son souci de toujours pouvoir s'occuper de ses parents, d'assurer le bien-être et l'avenir de sa progéniture, de préparer sa retraite et la peur de la prison justifient son importante présence à la caisse par rapport à l'homme qui est supposé être prêt à prendre tous les risques pour voler les fonds publics comme privés et à assumer les conséquences. Si demain l'homme donne une autre image de lui, sûrement que la lutte entre lui et la femme sera plus rude pour la fonction de caissier.

de leurs pays. Aux États-Unis d'Amérique, par exemple, les Noirs commencent à être de plus en plus solidaires en faisant fi de leurs appartenances politiques pour porter au sommet de leur patrie les candidats qui leur paraissent en étroite communion avec leurs intérêts et ceux de leurs autres compatriotes. Ce qui explique, en partie, les élections de Barack Obama et de Joe Biden. Quand les femmes subsahariennes vont sortir des sentiers battus, c'est-à-dire lorsqu'elles vont cesser de voter pour les candidates et les candidats à n'importe quelle élection (présidentielle, législative, municipale, régionale, *etc.*) non en fonction de leurs régions d'origine, de leurs ethnies, religions, classes sociales, *etc.* mais par rapport à leurs personnalités et à la faisabilité de leurs promesses de campagnes électorales, alors elles seront craintes de tous et serviront de locomotives à chacun de leurs pays.

### References:

1. BENOÎT XVI (Pape émérite), 2011, *L'Engagement de l'Afrique (Africae munus)*, Abidjan, Éditions Paulines.
2. BERMAN Jonathan, 2015, *Ces Entreprises qui réussissent en Afrique*, trad. de BON Anaïs, Paris, Nouveaux Horizons.
3. CAMARA Laye, 2020, *L'Enfant noir*, Paris, Plon.
4. CASANOVA Nicole, 1992, «Marie Curie (1867-1934)», in KERNER Charlotte et CASANOVA Nicole, *Des Femmes prix Nobel*, Paris, Des femmes.
5. DADIÉ Bernard Binlin, 2017, *Escale dans le temps. Le combat pour la dignité de l'Afrique*, Abidjan, L'Encre Bleue.
6. GUILAINE Jean, octobre 2011, «La Place de la femme», in *L'Histoire*, n° 368.
7. KAUDJHIS-OFFOUMOU Françoise, 2011, *Femme, genre et pouvoir en Afrique*, Abidjan, NEI/CEDA.
8. NIAMKEY Georges Kodjo et NIAMKEY Koffi Robert, 2016, *Grand-Bassam. Métropole médiévale des N'zima. Tome 2*, Abidjan, les Éditions du CERAP.
9. AGENCE FRANCE PRESSE (AFP), « Une "académie" de lutte "antiterroriste" inaugurée en Côte-d'Ivoire », in [lepoint.fr/monde/une-academie-de-lutte-antiterroriste-inauguree-en-cote-d-ivoire-10-06-2021-2430482\\_24.php](http://lepoint.fr/monde/une-academie-de-lutte-antiterroriste-inauguree-en-cote-d-ivoire-10-06-2021-2430482_24.php). Article publié le 10-06-21 à 20h40. Site consulté le 24-06-21 à 10h00.
10. AKON, « Côte d'Ivoire / Scolarisation des filles : le gouvernement va construire 3 lycées d'excellence pour filles ! », in [fr-x/actualite/afrique/cote-d-ivoire-scolarisation-des-filles-legouvernement-va-construire-3-lycees-d-excellence-pour-filles/ar-](http://fr-x/actualite/afrique/cote-d-ivoire-scolarisation-des-filles-legouvernement-va-construire-3-lycees-d-excellence-pour-filles/ar-)

- AAKULU ?ocid=FB\_paid\_article&fbclid=IwAR09U2dX.* Site consulté le 20-07-21 à 20h07.
11. BLANQUAIRE Jean et ZÉAU Pierre, «Les Inégalités hommes-femmes dans le monde», in [lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/2019/03/08/29001-20190308ARTFIG00019-les-inegalites-femmes-hommes-dans-le-monde.php](http://lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/2019/03/08/29001-20190308ARTFIG00019-les-inegalites-femmes-hommes-dans-le-monde.php). Texte publié le 08-03-19 à 06h01, mis à jour le 08-03-19 à 10h14. Site consulté le 16-05-21 à 17h01.
  12. FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LES DROITS DE L'HOMME (FIDH), *Nigéria : les crimes de masse de Boko Haram*, in [fidh.org/fr/regions/afrique/nigeria/16952-nigeria-les-crimes-de-masse-de-boko-haram](http://fidh.org/fr/regions/afrique/nigeria/16952-nigeria-les-crimes-de-masse-de-boko-haram), p. 15. Rapport publié le 10 février 2015 (absence de l'heure de la publication). Site consulté le 26 mai 2021 à 5h40.
  13. HUMAN RIGHTS WATCH (HRW), «Burkina Faso : Des islamistes armés attaquent le secteur de l'éducation», in [hrw.org/fr/news/2020/05/26/burkina-faso-des-islamistes-armes-attaquent-le-secteur-de-l-education](http://hrw.org/fr/news/2020/05/26/burkina-faso-des-islamistes-armes-attaquent-le-secteur-de-l-education). Texte publié le 26-05-20 à 01h00. Site consulté le 19-08-21 à 13h07.
  14. LARCHER Laurent, «"Les Attaques djihadistes ont entraîné la fermeture de 216 écoles dans le nord du Burkina Faso"», in [la-croix.com/Monde/Afrique/attaques-djihadistes-entraîne-fermeture-216-ecoles-nord-burkina-faso-2018-06-01-1200943733](http://la-croix.com/Monde/Afrique/attaques-djihadistes-entraîne-fermeture-216-ecoles-nord-burkina-faso-2018-06-01-1200943733). Texte publié le 01-06-18 à 16h51. Site consulté le 19-08-21 12h28.